

(1)

( N° 137. )

---

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 7 MAI 1903.

---

## Droit d'entrée sur les houblons.

---

a) Pétitions de cultivateurs et de comices agricoles, demandant l'établissement d'un droit d'entrée sur les houblons étrangers. — b) Pétitions de brasseurs et de l'Association générale des brasseurs belges protestant contre ce même droit d'entrée.

---

### RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE (\*),  
PAR M. BEAUDUIN.

---

MESSIEURS,

De nombreuses pétitions adressées à la Chambre des Représentants par les cultivateurs et les comices agricoles intéressés, demandent son concours pour obtenir l'établissement d'un droit à l'entrée sur les houblons étrangers. Les pétitionnaires invoquent à l'appui de leur demande la crise intense que traverse la culture du houblon et les droits qui entravent l'exportation de ce produit, alors que son importation en Belgique est absolument libre. Ils se basent surtout sur le tarif voté récemment par la législation allemande et d'après lequel le droit d'entrée, qui est actuellement dans ce pays de fr. 17.50, pourrait être porté à fr. 87.50.

Avant d'aborder le fonds même de la discussion, il convient de réunir les principaux renseignements qui peuvent l'éclairer.

---

(\*) La Commission permanente de l'industrie est composée de MM. de Winter, *président*, Maenhaut, *secrétaire*, Beauduin, Brabant, Cartuyvels, Cooreman, Dallemagne, Duquesne, Feron, Hubert, Hubin, Trasenster, Van Langendonck, Verhaegen.

Voici d'abord le régime douanier actuel des divers pays qui intéressent la culture du houblon dans notre pays :

*Allemagne :*

La taxe conventionnelle résultant du traité de commerce en date du 6 décembre 1891 et de fr. 17.50 par 100 kilogrammes bruts de houblon ou farine de houblon.

*Angleterre :*

L'importation est libre.

*Autriche-Hongrie :*

La taxe conventionnelle est de fr. 17.50.

*France :*

Le droit de douane, d'après le tarif minimum du 11 janvier 1892, est de 50 francs.

*Pays-Bas :*

Importation libre.

*Belgique :*

Idem.

Sous ce régime, la culture du houblon a rétrogradé en Belgique; la superficie qui lui est consacrée et qui était :

en 1866, de . . .	3,960 hectares,
en 1880, de . . .	4,185 —
est tombée en 1900, à . . .	3,075 —
et en 1901, à . . .	2,201 —

L'exportation (commerce spécial) a diminué pendant les vingt dernières années. Voici les chiffres en kilogrammes :

1883 . . . . .	4,160,565
1884 . . . . .	4,985,869
1885 . . . . .	4,735,440
1886 . . . . .	2,735,387
1887 . . . . .	2,471,647
1888 . . . . .	2,016,376
1889 . . . . .	2,174,480
1890 . . . . .	2,264,850
1891 . . . . .	2,275,150
1892 : . . . . .	1,977,195
1893 . . . . .	5,034,497
1894 . . . . .	1,669,878
1895 . . . . .	1,182,960
1886 . . . . .	1,267,495

1897 . . . . .	1,418,633
1898 . . . . .	1,633,193
1899 . . . . .	1,399,902
1900 . . . . .	870,253
1901 . . . . .	1,024,761
1902 . . . . .	1,639,832

D'après ce tableau, le niveau le plus bas atteint en 1900 s'est sensiblement relevé depuis cette date.

Il importe de remarquer que, dans cette diminution graduelle, les débouchés libres sont aussi mal partagés que ceux qui sont grevés de droits de douane. C'est ainsi que l'Angleterre accuse pour elle seule une diminution égale à la moitié environ de la diminution totale ci-dessus. En 1883, nous lui envoyons 2,053,217 kilos, et, en 1902, 842,506. Même pendant quelques années, ce débouché, quoique librement ouvert à nos produits, nous a été presque entièrement enlevé : en 1900, il n'a reçu que 36,263 kilos!

L'Allemagne et les Pays-Bas, malgré la différence de leur régime douanier, accusent très sensiblement les mêmes chiffres : 369,000 kilos en 1883 et le tiers à peu près en 1902.

Quant aux importations (commerce spécial), elles ont, en somme, peu varié. Voici les chiffres :

1883 . . . . .	1,236,614
1884 . . . . .	2,247,221
1885 . . . . .	2,060,633
1886 . . . . .	2,669,673
1887 . . . . .	2,483,330
1888 . . . . .	1,469,768
1889 . . . . .	1,827,333
1890 . . . . .	1,571,951
1891 . . . . .	1,487,801
1892 . . . . .	1,496,845
1893 . . . . .	1,138,041
1894 . . . . .	2,599,480
1895 . . . . .	1,780,253
1896 . . . . .	1,972,181
1897 . . . . .	1,822,361
1898 . . . . .	2,234,870
1899 . . . . .	2,013,527
1900 . . . . .	2,335,535
1901 . . . . .	1,730,283
1902 . . . . .	2,008,424

Cette importation, dans laquelle l'Allemagne n'intervenait jadis que pour moitié, lui appartient aujourd'hui, presque en totalité. Elle s'est élevée de 578,583 kilos en 1883 à 1,680,230 kilos en 1902; depuis de nombreuses années déjà, ce pays détient à lui seul les trois quarts au moins de l'importation chez nous.

En résumé, il n'est pas possible de méconnaître que, pour des causes à rechercher, non seulement notre agriculture houblonnière a perdu à l'étranger les débouchés qui lui sont librement ouverts, mais qu'elle a été impuissante à lutter ici même contre l'envahissement du marché indigène par les produits de la concurrence allemande. A quelles causes faut-il attribuer ce triste résultat? Quels sont les moyens qui peuvent l'améliorer?

La situation critique de cette branche jadis si prospère de l'agriculture belge, existe depuis nombre d'années déjà; ce n'est pas la première fois qu'elle a provoqué l'attention des pouvoirs publics.

En 1901, pour ne pas remonter au delà, le comice agricole d'Assehe a envoyé à la Chambre une pétition réclamant diverses mesures de nature à améliorer le sort des producteurs de houblon, notamment l'abolition des droits d'entrée en Allemagne et en France, l'abolition du droit d'entrée en Belgique sur les perches à houblon et, enfin, la réduction des prix de transport des perches à houblons. Saisie de cette pétition, la Commission de l'industrie a confié le rapport à notre honorable collègue M. Feron. Celui-ci dans un travail très complet a conclu conformément au désir des intéressés.

En ce qui concerne les rapports de la Belgique avec nos voisins précités, l'honorable rapporteur s'est exprimé comme suit : « La pétition du comice agricole d'Assehe ne demande pas de protection en Belgique, elle respecte donc absolument les intérêts de la brasserie et ceux du public. Mais à moins que le houblon ne soit destiné à payer les avantages concédés à d'autres produits, il semble qu'on doive pouvoir obtenir en sa faveur, sinon la disparition, tout au moins un abaissement considérable des barrières que les pays voisins lui opposent. On ne saurait considérer comme normal un régime qui permet aux étrangers d'importer chez nous en franchise de droits un produit frappé à leur frontière de fr. 17.50 et même de 50 francs de droit d'entrée. D'autant plus que le houblon qu'ils importent chez nous est de qualité supérieure et de valeur souvent trois ou quatre fois plus considérable que les produits que nous pouvons importer chez eux. »

La situation n'est plus la même qu'en 1901. Le tarif voté par le parlement allemand élève les droits de 17.50 à 87.50, et les intéressés, ne se préoccupant plus que très accessoirement des demandes formulées par eux en 1901, réclament aujourd'hui très énergiquement un droit d'entrée qui puisse enrayer la concurrence du houblon allemand.

Semblable revendication ne pouvait manquer de soulever l'opposition de la brasserie belge, et c'est appuyée par les signatures de 2,587 brasseurs, représentant les neuf dixièmes de cette industrie, que l'Association générale des brasseurs belges proteste contre les demandes des producteurs de houblons. Dans leur pétition et le mémoire-annexe, les brasseurs affirment que la mévente du houblon belge provient de leur qualité inférieure et de la surproduction mondiale; la qualité inférieure se démontre par les cours comparés du produit : à Munich, le 15 février dernier, 162 à 257 francs les 50 kilos; à Londres, 175 à 200 francs; en Belgique, 80 à 85 francs.

Ainsi s'expliquerait la perte des débouchés libres par la nécessité qui s'impose partout d'élever, avec la qualité des bières, celle des matières

premières mises en œuvre, nécessité qui aurait été méconnue par nos producteurs.

La surproduction mondiale résulterait des apports nouveaux et grandissant chaque jour de certains grands pays : les États-Unis, la Russie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc. Nous signalons les mémoires des brasseurs et ceux des cultivateurs à l'attention de ceux qui voudraient compléter les renseignements que peut leur fournir le rapport actuel nécessairement écourté. Un autre point doit être mis en lumière :

Quelles seraient pour l'agriculture et pour la brasserie les conséquences d'un droit d'entrée de 25 ou 50 francs ? Pour la brasserie, ce droit d'entrée aurait pour inévitable effet d'augmenter le coût des houblons allemands qu'elle importe actuellement et qu'elle doit importer parce que la qualité lui en est nécessaire. Elle ne peut, pour la plupart des bières de bonne qualité, se passer des houblons allemands. La meilleure preuve de la nécessité de cet emploi se trouve dans l'écart de prix actuel cité ci-dessus. Ce n'est pas de gaieté de cœur que cette industrie paie, pour se procurer cette matière première, un prix double de ce que lui coûterait le houblon belge si elle pouvait l'utiliser. En ce qui concerne le houblon de qualité supérieure, le droit d'entrée réclamé aurait donc pour principal effet d'atteindre l'industrie, de fournir une recette nouvelle au trésor, sans procurer un bénéfice correspondant à la culture. Les brasseurs font, en outre, remarquer avec raison, que l'importation des bières étrangères en Belgique est encore actuellement très importante et que la charge nouvelle qui atteindrait la fabrication en Belgique des bières de qualité semblable, aurait pour inévitable conséquence, par le renchérissement du coût de production, de favoriser la brasserie des pays importateurs. Sur le chiffre actuel des importations de houblons, soit environ 2,000,000 de kilogrammes, la charge résultant d'un droit d'entrée de 50 francs s'élèverait à la somme de 600,000 francs annuellement.

L'agriculture, de son côté, ne paraît pas être appelée à bénéficier beaucoup de cette charge douanière. En effet, puisqu'il est démontré que le houblon belge, de qualité inférieure, ne trouva pas actuellement de débouchés suffisants, il paraît incontestable que toute mesure qui ne lui ouvre pas de nouveaux débouchés, ne peut lui être sérieusement utile. Si le droit de douane en Allemagne est surélevé, soit jusque 87.50, soit même jusqu'à un taux moindre, ce débouché paraît être dans tous les cas perdu pour nous et les représailles constitueraient une mesure parfaitement inutile pour les uns et nuisible pour les autres.

Si, sous l'influence d'un droit d'entrée, il se produisait en Belgique une amélioration des prix, cet effet ne serait que purement provisoire ; il profiterait peut-être à quelques spéculateurs, il surexciterait peut-être une nouvelle surproduction, mais il n'en résulterait sans doute, immédiatement après, qu'une situation plus critique.

Enfin, si l'on met en regard, d'une part, la charge fiscale de 600,000 francs, et, d'autre part, l'étendue actuelle de la culture, 2,000 hectares environ, on conclut qu'il y a disproportion absolue entre la superficie intéressée et la charge que pour elle on voudrait faire peser sur une autre industrie nationale.

La conclusion finale est donc que, indépendamment de l'effort qui s'impose à nos producteurs de houblon pour améliorer eux-mêmes leur situation par l'amélioration de leurs produits et reconquérir ainsi les débouchés libres qu'ils ont perdus, il est du devoir du Gouvernement, dans la négociation de ses traités de commerce, de défendre énergiquement les intérêts de la culture houblonnière. Nous avons peine à croire que l'Allemagne, qui, à elle seule, importe presque tous les houblons introduits en Belgique, puisse avoir la prétention de frapper nos importations chez elle d'un droit prohibitif presque égal à la valeur du produit frappé; or, il faut remarquer que le tarif voté en Allemagne n'est pas un minimum et n'empêche point la conclusion d'un tarif conventionnel réduit.

C'est non pas dans un sens favorable à l'établissement d'un droit d'entrée en Belgique, mais avec la pensée que le Gouvernement doit faire les plus grands efforts pour obtenir la libre entrée du houblon belge en Allemagne, que nous vous proposons de renvoyer les pétitions qui nous sont soumises à M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture.

La Commission permanente de l'industrie appelle l'attention du Gouvernement sur la possibilité de produire en Belgique du houblon de qualité égale à celles des bons houblons étrangers. Si ce résultat peut être obtenu, elle estime qu'il est du devoir du Gouvernement, pour en assurer la réalisation, de recourir à tous les moyens de propagande et d'encouragement dont il dispose : conférences, champs d'expérience, démonstrations théoriques et pratiques, importation de plants des meilleures variétés, subsides à des coopératives pour installation de séchoirs perfectionnés, etc.

La Commission à l'unanimité des membres présents, sauf une abstention, approuve le rapport ci-dessus et en adopte les conclusions.

*Le Rapporteur,*

BEAUDUIN.

*Le Président,*

DE WINTER.



# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

---

VERGADERING VAN 7 MEI 1905.

---

## Invoerrecht op hop.

---

a) Verzoekschriften van landbouwers en van landbouw-comices, waarbij wordt gevraagd om een invoerrecht te heffen op vreemde hop. — b) Verzoekschriften van brouwers en van de Algemeene Vereeniging der Belgische brouwers, die tegen dergelijk invoerrecht opkomen.

---

## VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE <sup>(1)</sup> VAN NIJVERHEID UITGEBRACHT  
DOOR DEN HEER BEAUDUIN.

---

MIJNE HEEREN,

Talrijke verzoekschriften, aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers toegestuurd door belanghebbende landbouwers en landbouw-comices, vragen hare medewerking om te verkrijgen dat er een invoerrecht wordt gelegd op vreemde hop. Tot staving hunner aanvraag, wijzen de stellers der verzoekschriften op de erge crisis die de hopteelt doorstaat, en de rechten die het uitvoeren van dat voortbrengsel dwarsboomen, terwijl de invoer in België volkomen vrij is. Zij steunen vooral op het onlangs door de Deutsche wetgeving aangenomen tarief, volgens hetwelk het invoerrecht, dat thans in dat land fr. 17.50 bedraagt, gebracht kan worden op fr. 87.50.

Alvorens over te gaan tot den grond zelven van het debat, behoort men de voornaamste inlichtingen bijeen te vatten.

Ziehier vooreerst het bestaande tolstelsel in de verschillende landen, van belang voor onze hopteelt.

### *Duitschland :*

De overeengekomen taxe, volgende uit het handelsverdrag van 6 December 1891, bedraagt fr. 17.50 per 100 kilo ruwe hop of hopmeel.

---

(<sup>1</sup>) De bestendige Commissie van nijverheid bestaat uit de heeren de Winter, *voorzitter*, Maenhaut, *secretaris*, Beauduin, Brabant, Cartuyvels, Cooreman, Dallemagne, Duquesne, Feron, Hubert, Hubin, Trasnster, Van Langendonck, Verhaegen.

*Engeland :*

Vrije invoer.

*Oostenrijk-Hongarije :*

De overceengekomen belasting bedraagt fr. 17.50.

*Frankrijk :*

Het tolrecht, volgens het minimum-tarief van 11 Januari 1892, bedraagt 50 frank.

*Nederland :*

Vrije invoer.

*België :*

Idem.

Onder dat stelsel, ging de hopteelt in België achteruit; de daaraan besteede oppervlakte bedroeg :

in 1866 . . . . .	3,960 hectaren,
in 1880 . . . . .	4,185 —
daalde in 1900, tot . . . .	3,073 —
en in 1901, tot . . . . .	2,201 —

De uitvoer (bijzondere handel) verminderde in de laatste twintig jaren. Ziehier de cijfers in kilogrammen .

1883 . . . . .	4,160,365
1884 . . . . .	4,985,869
1885 . . . . .	4,733,440
1886 . . . . .	2,733,387
1887 . . . . .	2,471,647
1888 . . . . .	2,016,376
1889 . . . . .	2,174,480
1890 . . . . .	2,264,830
1891 . . . . .	2,273,130
1892 . . . . .	1,977,193
1893 . . . . .	3,034,497
1894 . . . . .	1,669,878
1895 . . . . .	1,182,960
1886 . . . . .	1,267,493
1897 . . . . .	1,418,633
1898 . . . . .	1,633,193
1899 . . . . .	1,399,902
1900 . . . . .	870,253
1901 . . . . .	1,024,761
1902 . . . . .	1,659,852



Volgens deze tabel is het laagste cijfer, dit van 1900, sedert merklijk verhoogd.

Er valt op te merken dat in deze trapsgewijze vermindering de landen waar de invoer vrij is, zoo slecht zijn bedeed als die waar invoerrechten bestaan. Zoo bedraagt voor Engeland alleen, de vermindering nagenoeg de helft van de hoogervermelde algemeene afneming. In 1883, zonden wij naar dat Land 2,035,217 kilo, en in 1902 slechts 842,506. In sommige jaren, verloren wij schier volkomen de Engelsche markt, ofschoon daar onze voortbrengselen onbelast zijn, en namelijk in 1900 stuurden wij daarheen slechts 56,263 kilo hop!

Voor Duitschland en Nerderland vinden wij, ondanks hun verschillend tolstelsel, nagenoeg dezelfde cijfers : 569,000 kilo in 1883 en ten naasten bij het derde daarvan in 1902.

De invoer (bijzondere handel) daarentegen, verschilde eigenlijk weinig. Zichier de cijfers :

1883 . . . . .	1,236,614
1884 . . . . .	2,247,221
1885 . . . . .	2,060,635
1886 . . . . .	2,669,675
1887 . . . . .	2,483,330
1888 . . . . .	1,469,768
1889 . . . . .	1,827,353
1890 . . . . .	1,571,951
1891 . . . . .	1,487,801
1892 . . . . .	1,496,845
1893 . . . . .	1,138,041
1894 . . . . .	2 599,480
1895 . . . . .	1,780,253
1896 . . . . .	1,972,181
1897 . . . . .	1,822,361
1898 . . . . .	2,254,870
1899 . . . . .	2,015,327
1900 . . . . .	2,555,535
1901 . . . . .	1,730,285
1902 . . . . .	2,008,424

Deze invoer, waarvan Duitschland destijds slechts de helft had, heeft dit land thans schier gansch. Hij bedroeg 578,583 kilo in 1883, en 1,680,230 kilo in 1902; reeds sedert veel jaren voert dit land ten minste de drie vierden in van de vreemde hop die hier komt.

Onmiskenaar heeft, om redenen die zijn op te sporen, onze hopteelt niet alleen de vrije vertierwegen in den vreemde verloren, maar kon zij zich ook niet verzetten tegen de overrompeling der inlandsehe markt door Duitsche mededinging. Waaraan is deze treurige toestand te wijten? Welke middelen kunnen hem verhelpen?

Reeds sedert jaren verkeert deze vroeger zoo bloeiende tak van Belgischen landbouw in eenen neteligen toestand; niet voor de eerste maal wordt daarop de aandacht der openbare machten gevestigd.

Om niet hooger op te klimmen, in 1901 zond het Landbouweconice van Assche naar de Kamer een verzoekschrift waarbij onderscheidene maatregelen werden gevraagd, om het lot der hopplanters te verbeteren, en wel intrekking van het invoerrecht in Duitschland en Frankrijk, intrekking van het recht op hopstaken, in België, en eindelijk, verlaging van den vervoerprijs voor hopstaken. De Commissie van nijverheid gaf ons achtbaar medelid, den heer Feron, de opdracht daarover verslag uit te brengen. In eenen zeer volledigen arbeid, kwam hij tot een besluit, volkomen beantwoordend aan de verlangens der belanghebbenden.

Over de betrekking van België met zijne voornoemde naburen, zegde de achtbare verslaggever :

« Het verzoekschrift van het Landbouweconice van Assche vraagt geene bescherming in België; dus eerbiedigt het de belangen van de brouwerij en van het publiek. Doch ten ware de hop de voordeelen zou moeten betalen, die aan andere voortbrengselen worden toegekend, schijnt het toch dat er, ten haren voordeele, zomet verdwijning, ten minste aanzienlijke vermindering moet kunnen verkregen worden van de hinderpalen, die naburige landen er tegen opwerpen. Een stelsel, dat vreemdelingen veroorlooft in ons land, vrij van rechten, een voortbrengsel in te voeren, dat aan hunne grenzen 17 fr. 50 c. en zelfs 30 frank invoerrecht moeten betalen, kan niet als regelmatig worden beschouwd. Des te meer, daar de hop, die zij bij ons invoeren, van betere hoedanigheid is en soms drie of viermaal meer waarde heeft, dan de voortbrengselen, die wij in hun land kunnen invoeren. »

De toestand is niet meer dezelfde als in 1901. Het door het Deutsche parlement aangenomen tarief verhoogt de rechten van fr. 17.50 tot fr. 87.50 en de belanghebbenden, zich slechts in bijkomenden zin houdende aan hunne vragen van 1901, vragen thans krachtdadig een invoerrecht dat de mededinging der Deutsche hop zou verhinderen.

Dergelijke eisch moest onvermijdelijk tegenkanting van wege de Belgische brouwers verwekken, en 't is gesteund door de handteekening van 2.587 brouwers, de negen tienden van die nijverheid vertegenwoordigende, dat de Algemeene Vereeniging der Belgische brouwers protest aantekent tegen de aanvraag der hopkweekers. In hun verzoekschrift en in de daaraan toegevoegde memorie bevestigen de brouwers dat de slechte verkoop der Belgische hop te wijten is aan hare slechte hoedanigheid en aan overvoortbrenging in de wereld; de slechtere hoedanigheid blijkt uit de vergelijkende prijzen van het voortbrengsel : te Munchen, op 13 Februari laatstleden, 162 tot 257 frank per 50 kilo; te Londen, 175 tot 200 frank; in België, 80 tot 85 frank.

Aldus ware 't verlies der vrije vertierwegen uit te leggen door de overal ontstaande noodwendigheid om, met de hoedanigheid der bieren, ook die der verwerkte grondstoffen te verbeteren, en deze noodwendigheid kunnen onze hopkweekers niet loochenen.

De overvoortbrenging in gansch de wereld zou voortspruiten uit de nieuwere en iederen dag toenemende bijdrage van sommige groote landen, als daar zijn de Vereenigde-Staten, Rusland, Australië, Nieuw-Zeeland, enz. Op de memoriën der brouwers en der landbouwers vestigen wij de aandacht van hen die aanvulling verlangen van de inlichtingen die hun verstrekt kunnen worden door ons noodzakelijk ingekort verslag.

Een ander punt dient in 't licht gesteld : Wat zouden, voor landbouw en brouwerij, de gevolgen zijn van een invoerrecht van 25 of 50 frank? Onvermijdelijk zou de prijs verhoogden van de uitheemsehe hop, thans door de brouwers verwerkt, en die zij moeten invoeren omdat zij hare hoedanigheid noodig hebben. Voor meest alle biersoorten van eerste gehalte, kan zij de Deutsche hop niet derven, en 't beste bewijs van dit noodzakelijk gebruik ligt in het huidig verschil, dat hierboven is opgegeven. 't Is tegen hunnen dank dat de brouwers voor deze grondstof tweemaal zooveel betalen als de Belgische hop kost, konden zij laatstgemelde verwerken. Het gevraagde invoerrecht voor de hop van beste hoedanigheid zou dus vooral de Belgische nijverheid treffen en aan de schatkist meerdere middelen bezorgen, zonder den landbouw een daartegen opwegend voordeel te verschaffen. Met reden voeren de brouwers daarenboven aan dat er thans nog aanzienlijk veel vreemd bier in België komt en dat de last, vallende op het vervaardigen van bier van dezelfde hoedanigheid in ons land, onvermijdelijk tengevolge van duurere voortbrenging, de brouwerij der invoerende landen zou begunstigen. Op het huidige cijfer van invoer van hop, nagenoeg 2.000.000 kilo, zouden de lasten van een invoerrecht van 50 frank jaarlijks 600.000 frank belopen.

En de landbouw schijnt weinig voordeel te moeten trekken uit deze tolrechten. Want aangezien het bewezen is dat de Belgische hop van mindere hoedanigheid thans geenen voldoende aftrok vindt, schijnt het onbetwistbaar dat elke maatregel, die haar geene nieuwe vertierwegen verschaft, haar niet ernstig nuttig kan wezen. Wordt in Duitschland het tolrecht verhoogd tot fr. 87.50 of zelfs tot een minder bedrag, in elk geval schijnt die markt voor ons verloren en zouden maatregelen van weerwraak volstrekt nutteloos zijn voor de eenen en schadelijk voor de anderen.

Mochten onder den invloed van een invoerrecht de prijzen in België verbeteren, dat kan maar van korten duur zijn; wellicht zouden enkele speculanten er hunne baat bij vinden en wellicht zou het andermaal overvoortbrenging verwekken, doch ongetwijfeld zou dit onmiddellijk daarna eenen neteligeren toestand in 't leven roepen.

Vergelijkt men, ten slotte, de fiskale lasten van 600.000 frank met de nagenoeg 2.000 hectaren, die thans worden bebouwd, zoo geraakt men tot de gevolgtrenking dat er volstrekt wanverhouding bestaat tusschen de belanghebbende oppervlakte en den last welken men eenen anderen van 's lands nijverheidstakken wil opdringen.

Dus is het eindbesluit dat, moeten onze hopvoortbrengers trachten hunnen toestand zelve te verbeteren door verbetering van hun voortbrengsel, en aldus te herwinnen de vrije markten die zij verloren, de Regeering

evenwel tot plicht heeft om, bij onderhandeling over onze handelsverdragen, krachtdadig de belangen der hopteelt te verdedigen. 't Valt ons moeilijk te gelooven dat Duitschland, dat schier nagenoeg al de hop invoert die in België komt, op onzen invoer ten zijnent een verbodsrecht zou willen leggen, nagenoeg gelijkstaande met de waarde van het getroffen voortbrengsel; welnu, er dient opgemerkt dat het in Duitschland aangenomen tarief geen minimum is en niet verhinderen zou dat er overeengekomen werd voor een lager tarief.

Niet in den zin ten voordeele van belasting bij den invoer in België, maar wel in de meening dat de Regeering de grootste pogingen dient aan te wenden om in Duitschland vrijen invoer van Belgische hop te verwerven, doen wij u het voorstel om de ons voorgelegde verzoekschriften te verzenden naar den heer Minister van Financiën en den heer Minister van Landbouw.

De bestendige Commissie van nijverheid geeft de Regeering in bedenking of 't niet mogelijk ware in België zulke goede hop voort te brengen als de vreemde. Is dit te verwezenlijken, dan acht de Commissie het voor de Regeering plicht, ten einde dat te verwezenlijken, alle middelen van propaganda en aanmoediging aan te wenden, waarover zij beschikt, als daar zijn voordrachten, proefvelden, theoretische en praktische aanwijzingen, invoer van planten der beste soorten, toelagen aan samenwerkende genootschappen tot het oprichten van verbeterde eesten, enz.

Met eenparige stemmen min eene onthouding, keurt de Commissie bovenstaand verslag goed en neemt de conclusiën aan.

*De Verslaggever,*

BEAUDUIN.

*De Voorzitter,*

DE WINTER.

